

nisant leur évasion « miraculeuse » (1). Les partisans et les comités de libération nationale avaient établi, grâce aux conseils ouvriers qui reconstruisirent la production à leur façon, un système de ravitaillement exemplaire en Italie du Nord, qui fut appelé, lors de la première visite du correspondant du « Times » en mai, « l'unique oasis en Europe centrale ». Mais le quartier général des armées alliées, la grande bourgeoisie italienne, et le gouvernement de coalition « rétablirent l'ordre » si efficacement que, six mois plus tard, 3/4 des usines sont arrêtés, l'écrasante majorité de la population frise la famine, et l'hiver s'annonce sans la moindre ration de charbon allouée à la population civile ! Hors de cette impasse, il n'y avait qu'une issue : **Tout le pouvoir aux Comités**, la reconstruction du pays sur une base socialiste. Mais staliniens et réformistes, refusant délibérément de s'engager dans cette voie, barrèrent en même temps la route à toute offensive du prolétariat, firent refluer les classes moyennes vers la réaction et portèrent toute la responsabilité de la renaissance du danger fasciste.

Les leçons de la récente crise ministérielle.

Lorsque le premier gouvernement de coalition fut composé, le parti libéral, parti monarchiste des grands industriels du nord, et des propriétaires du sud, n'y fut admis qu'à la dernière minute. Les staliniens expliquèrent qu'il constituait « un allié » dans la lutte « contre la réaction et les débris du fascisme ». Au commencement, le parti libéral garda un silence prudent. Il engagea seulement ses « alliés » à rétablir l'ordre et à éloigner, si possible, les conseils ouvriers « inexpérimentés » de la direction des usines. Le parti chrétien-démocratique, dirigé par le Vatican, sentant souffler le vent brûlant de la révolution, se radicalisait quotidiennement, et se considérait comme l'allié fidèle du « grand parti communiste du peuple italien ».

Entretiens, six mois passèrent. Le gouvernement se montra incapable de résoudre n'importe quelle question. Le chômage sévissait. Forcé de freiner continuellement les masses, les partis réformistes et staliniens commencèrent à perdre du terrain. L'inactivité, l'attente prolongée, la déception terrible envers leurs dirigeants, démoralisèrent les ouvriers. La réaction reprenait confiance. Le parti libéral impotent il y a 6 mois, réussit à provoquer tout-à-coup une crise ministérielle, en s'opposant à une loi des plus « humaines » (c'est-à-dire inefficace et insuffisante) sur l'épuration, préparée par Nenni. Montrant son réalisme habituel, le Vatican, sentant le vent changer de direction, changea brusquement son masque « républicain » pour le masque monarchiste et s'allia ouvertement à la réaction. Coincés par la défection de deux partis qui, il n'y a pas si longtemps, ne présentaient aucun pouvoir réel, Parri démissionne. Le nouveau gouvernement, dirigé par le réactionnaire catholique de Gasperi est le premier gouvernement « à droite » du gouvernement précédent, alors que la poussée « vers la gauche » avait été ininterrompue depuis 1943.

La montée du fascisme. Mais ce qui se passait dans les cadres « constitutionnels » n'était qu'un vague reflet de la montée réelle des forces réactionnaires dans le pays.

Organisant des bandes néo-fascistes parmi les vétérans et les anciens travailleurs obligatoires sans travail, les propriétaires fonciers d'Apulie commencent à diriger des attaques régulières sur des locaux et des imprimeries ouvrières. Une violente campagne de presse se déclenche contre le « danger communiste ». Les industriels du nord rassemblent fiévreusement des fonds pour financer des mouvements qui pourront leur donner enfin des gouvernements « plus stables ». En même temps, se développe un mouvement qui porte toutes les caractéristiques du fascisme. Editant un hebdomadaire sur plus d'un million d'exemplaires, Guglielmo Giannini prétend être suivi d'ores et déjà par plus de deux millions de personnes dans son mouvement de « L'Homme Commun » (« Uomo Qualunque ») (2). Etant violemment anti-communiste et nationaliste, s'appuyant sur la ligue ultra-chauvine et monarchiste appelée « Ligue Tricolore », menant une campagne de presse violente contre les « politiciens », usant à fond de la démagogie sentimentale trop connue de Hitler (« Moi qui ai combattu dans la première guerre et qui ai perdu un fils dans la seconde... »), Giannini s'appuie, d'après la revue bourgeoise américaine « Time » du 26/11, sur « des artisans, des officiers démobilisés de l'Armée, des femmes habillées en soie, des religieuses, des employés... ». Ce tableau n'est-il pas trop éloquent ? Cela ne rappelle-t-il pas point par point les origines des « fascio » de Benito Mussolini ? Les mêmes causes n'auraient-elles pas les mêmes effets ?

Signal d'alarme pour tout le prolétariat d'Europe ! S'étonnant de cette « résurrection » du fascisme, la presse « libérale » anglaise se plaint de ce que la campagne anti-

communisme se déclenche contre un communisme particulièrement « modéré ». De son côté, le chef stalinien Togliatti montre avec indignation que les industriels financent un nouveau mouvement fasciste. Mais il oublie de dire que, lorsque les masses étaient prêtes à balayer ces industriels, il s'était prononcé contre toute expropriation ! Voilà toute la dialectique de la situation : lorsque le danger communiste était réel, c'est-à-dire lorsque les masses étaient maîtres de la rue, personne n'osait élever le ton contre le communisme. Ce n'est que lorsque les chefs staliniens ont brisé l'élan des masses, que la réaction les dénonce comme « dangereux communistes ». Ici aussi, l'Italie a montré l'exemple à la France. Lorsque les ouvriers français avaient encore leurs armes, la bourgeoisie accueillit Thorez à bras ouverts, comme l'unique sauveur. Seulement, quand Thorez ayant désarmé les ouvriers, s'oppose au véritable « sauveur » de Gaulle, la bourgeoisie envoie ses étudiants nationalistes lui lancer son « Thorez déserteur » à la figure ! Ce n'est que quand la volonté de résistance des masses est clairement apparue, qu'elle se voit forcée d'utiliser de nouveau Thorez, cette fois comme ministre.

Bien entendu, le danger fasciste, apparu en Italie, n'est que latent en France et en Belgique. La courbe générale de la lutte de classe reste montante. Les masses continuent à pousser en avant, avec des périodes inévitables de stagnation et de recul. Mais chaque offensive brisée suite à la trahison et à la couardise des « chefs », chaque capitulation des dirigeants, chaque recul, tout piétinement même, décuple actuellement les germes fascistes qui sont présents, les rend plus virulents, plus mortels pour une société malade et virtuellement condamnée. Les efforts des staliniens pour « convaincre » la bourgeoisie qu'il vaut mieux pour elle de gouverner « démocratiquement » sont voués à un échec certain : l'ensemble de la situation sociale et économique ne le lui permet plus ! Mais à mesure que ces efforts démoralisent et affaiblissent les masses, ils font approcher le danger de la dictature.

La voie de la IV^e Internationale.

La tâche fondamentale pour le prolétariat italien comme pour le prolétariat de l'Europe toute entière est celle de la conquête du pouvoir. Seule la république socialiste italienne, et plus généralement, les Etats-Unis socialistes d'Europe, constituent l'alternative historique d'un nouveau triomphe de la dictature fasciste ou bonapartiste. Mais le problème principal, sur la route du pouvoir, est celui du parti révolutionnaire. Les sections de la IV^e Internationale, qui seules ont saisi le problème et qui exposent clairement le moyen pour le résoudre, doivent gagner les masses à leur programme. Elles doivent amener les masses à rompre avec les vieilles directives ouvrières. Elles doivent trouver des points de départ concrets, dans leur agitation, qui permettent aux masses de faire elles-mêmes l'expérience du véritable caractère des dirigeants réformistes et staliniens. Ce point de départ est donné par les **mots d'ordres démocratiques et transitoires**. Ces mots d'ordres seuls donnent une réponse concrète aux problèmes immédiats qui passionnent les masses, en Italie : **République, convocation immédiate de la Constituante, échelle mobile des salaires, partage du travail disponible entre tous les travailleurs, gouvernement socialiste-communiste**. La mobilisation des masses pour ces mots d'ordres, leur action directe pour les réaliser, aura fatalement la tendance, non seulement de dépasser les cadres de la société bourgeoise, mais aussi et surtout de créer ou de développer les organes de la dualité du pouvoir. C'est alors que la **question du pouvoir** lui-même se posera dans toute son ampleur devant les masses. Il dépendra du développement et de la croissance rapide des sections de la IV^e Internationale, que cette question soit résolue dans l'intérêt de la classe ouvrière.

La Conférence de Moscou et la Crise du Moyen-Orient

Le compromis provisoire de la Conférence de Moscou.

Dans les relations entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain, les tendances fondamentales de la première vont vers l'établissement d'une série de puissances-tampon au-delà des frontières soviétiques, dans lesquelles la bureaucratie disposerait d'un réseau de points d'appui militaire et d'où elle serait capable, en même temps, de tirer des ressources matérielles supplémentaires pour la reconstruction écono-

(1) La dernière évasion sensationnelle est celle de Carlo Scorza, ci-devant secrétaire général du parti fasciste, le plus fidèle terroriste dévoué au Duce.

(2) « L'Uomo Qualunque » devient maintenant quotidien.